

Notre appel à mobilisation

Le « libre » échange de l'OMC : toujours la loi du plus fort !

Manifestation samedi 28 novembre à Genève

mercredi 30 septembre 2009, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 25 septembre 2009).

Du 30 novembre au 2 décembre, une conférence ministérielle de l'OMC se tiendra à Genève : une semaine avant le sommet sur le climat à Copenhague. Le commerce et le climat sont liés. Dans ces deux domaines, la faillite des politiques suivies a des conséquences catastrophiques. Mais les dirigeants de nos Etats ne remettent rien en question !

Trente ans de politiques néolibérales et de mondialisation n'ont fait qu'accroître de manière intolérable les inégalités : misère et famine au Sud, chômage et précarité au Nord, inégalités entre hommes et femmes partout. Nous sommes précipité dans la plus grave crise économique depuis 1929.

L'OMC promet de nous en sortir... en poursuivant sur la même voie : la libéralisation du commerce mondial. Augmenter cette « libéralisation » des échanges durcirait la concurrence, éliminerait nombre de petites entreprises et exercerait une pression accrue sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail, mais aussi sur les budgets publics et la sécurité sociale. Par ailleurs, la libéralisation de la circulation des marchandises et des capitaux va de pair avec la multiplication des entraves multiples à la libre circulation des personnes et avec la violation de leurs droits fondamentaux.

La libéralisation des marchés agricoles ne renforce que l'agro-business, appauvrit les petits paysans, empêche toute souveraineté alimentaire, et aggrave la crise alimentaire mondiale. Enfin, au nom de la concurrence, l'OMC justifie le démantèlement des services publics, ouvrant ainsi la porte à leur privatisation, ainsi que l'élimination des normes et règlements protégeant les salariés et plus généralement les populations.

Le climat victime du commerce mondialisé !

Les politiques de l'OMC ont aussi des conséquences les plus néfastes pour le climat. Elles induisent la faillite de paysans par millions au profit de l'agriculture industrialisée, alors que celle-ci - fortement dépendante des énergies fossiles - est une source majeure de l'effet de serre. Elles provoquent une déforestation criminelle des principales forêts tropicales, poumons de la planète et lieu de vie des communautés indigènes.

Elles ont créé un réseau de production mondialisée, avec ses transports transnationaux, gros consommateurs d'énergie, dans le seul but de maximiser les profits, et au mépris de l'environnement et des salariés. Malheureusement, à Copenhague ce seront les mêmes dirigeants politiques, qui défendront les mêmes intérêts et qui « inventeront » les mêmes « solutions de marché », alors que

leur faillite est patente partout. Douze ans après Kyoto, les émissions de gaz à effet de serre des pays développés sont plus importantes que jamais ! Nous ne pouvons pas leur faire confiance !

Le Titanic vous tente ? Nous pas !

Ni la crise économique et sociale, ni la crise alimentaire, ni la crise climatique ne seront résolues avec la logique qui les a créées.

Ce système économique actuel augmente partout l'injustice et la violence. De plus, aujourd'hui, nous sommes face à la nécessité - toujours plus urgente - de renoncer à l'absurdité d'une croissance sans fin sur une planète finie ! Mais les dirigeants des Etats ne cherchent pas sincèrement la sortie. Nous savons que nous pourrions vivre bien - et même mieux - tout en renonçant aux gaspillages insoutenables d'un système où le rendement du capital impose une croissance sans limite sous peine de faillite. Pour nos enfants et petits-enfants, les intérêts de la société et de l'environnement doivent primer sur le profit aveugle. Des centaines de représentants de mouvements populaires du monde entier seront à Genève, puis ils se déplaceront en caravane, à travers la France et l'Allemagne, jusqu'à Copenhague, pour exiger un changement radical de cap !

Toutes et tous à Genève, pour manifester et débattre des alternatives au désastre actuel !

Contre l'OMC, parce qu'un monde meilleur est urgent ! Manifestation, samedi 28 novembre, Place Neuve, 14H

Signatures à renvoyer à Alexandre de Charrière d'Attac Suisse :
alexandre.attac.org

Leur politique, c'est pas le Pérou ?

Réalité du « libre » échange ? Un exemple. Il y a peu le gouvernement péruvien ouvrait le feu sur des milliers d'indigènes rassemblés en Amazonie pour protester contre le nouveau traité de libre échange avec les Etats-Unis. Les entreprises minières au Pérou disposent déjà de 23 millions d'hectares, mettant en péril les terres de 3.200 communautés paysannes et indigènes. 75% de l'Amazonie péruvienne est déjà attribuée aux entreprises pétrolières, ceci sans aucun mécanisme de consultation de la population indigène affectée. A Copenhague aussi, on propose de « lutter contre la déforestation » avec un programme (le REDD) qui en réalité risque de dépouiller les peuples de la forêt - qui ont toujours su y habiter en la respectant - de leurs droits au profit des investisseurs privés. Ailleurs, des paysans par centaines de milliers sont dépossédés pour faire place aux « déserts verts » de biocarburants : soja, palme africaine, etc. C'est le capitalisme « vert », version Monsanto/Syngenta. Toujours la même politique de pillage, sous un nouveau masque.

Au Nord aussi, face à la crise, nos dirigeants n'ont rien trouvé de mieux que de renflouer ce système bancal et prédateur à nos dépens ! Et l'OMC, un rouage central du désastre, propose... de « boucler le cycle de Doha ». Continuons droit devant ! Vers de nouvelles famines, violences, migrations forcées et chaos climatiques, financiers et économiques. Les plus gros s'en tirent toujours bien !

Un débat : la « Croissance » ou « Vivre Bien » ?

N'y a-t-il vraiment pas d'alternative à cette économie démente, où seule la compétitivité financière décide de ce qui peut exister ? Ne peut-on pas concevoir une économie qui viserait simplement la satisfaction de nos besoins ? Par exemple, de manger des choses meilleures, cultivées plus près, dans des conditions sociales et environnementales correctes ? Et plus généralement, de produire moins, mais plus durable, renouvelable, économe, réparable, local, social ? De se passer de toutes les activités et hiérarchies parasites, spéculatives, voire franchement nuisibles (financières, publicitaires, militaires, etc.) ?

Le principe de la souveraineté alimentaire est aujourd'hui largement admis, mais ne faudrait-il pas aussi rétablir notre souveraineté pour tous les besoins essentiels : ? éducation, santé, énergie, etc..? C'est à dire rejeter le dogme du « libre » échange et la loi de l'argent qu'il impose au niveau mondial ?

La science comme le bon sens nous disent que pour survivre nous devons changer radicalement de cap. Il faut aller vers des sociétés plus égalitaires et vivant en équilibre avec la nature. Dans les Andes, ils appellent cela « vivre bien ».

***Ils viennent nous en parler. Pour les écouter et en débattre venez à la
Journée d'ateliers et débats
dimanche 29 novembre***

Lieux et programme seront communiqués sur www.anti-omc2009.org
